

## MONDE

**OBAMA débarque en France.** Le président américain Barack OBAMA visitera le 5 juin le camp de Buchenwald en Allemagne, puis la France pour le 65<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement allié. Il se rendra aussi à Dresde, presque entièrement détruite en 1945 par les bombardements alliés parmi les plus meurtriers et les plus controversés. Avant de rallier l'Europe, M. OBAMA prononcera le 4 juin en Egypte le grand discours promis au cours de sa campagne pour tendre la main aux musulmans après les crispations des années BUSH. Le Président américain recevra le Premier ministre israélien Benjamin NETANYAHU, le Président égyptien Hosni MOUBARAK et le dirigeant palestinien Mahmoud ABBAS respectivement les 18, 26 et 28 mai.

**Le Saint-Père prie à Bethleem.** Benoît XVI a apporté son soutien à la création d'un Etat palestinien, exhorté les jeunes à ne pas céder au « *terrorisme* » et a dit prier pour Gaza, au sixième jour de son pèlerinage en Terre sainte. « *Monsieur le Président, le Saint-Siège soutient le droit de votre peuple à une patrie palestinienne souveraine sur la terre de ses ancêtres, sûre et en paix avec ses voisins, à l'intérieur de frontières reconnues au niveau international* », a-t-il dit au côté du président palestinien Mahmoud ABBAS. Un peu plus tard, dans le camp de réfugiés de Aida, le Pape a estimé que « *dans un monde où les frontières sont de plus en plus ouvertes - pour le commerce, pour les voyages, pour le déplacement des personnes, pour les échanges culturels - il est tragique de voir des murs continuer à être construits* ». Ils peuvent « *être abattus* », a-t-il ajouté plus tard. Le souverain pontife devait rencontrer cet l'après-midi le Premier ministre israélien Benyamin NETANYAHOU, lors d'un entretien déjà qualifié de froid par les média.

**Pakistan - L'ONU donne l'alerte.** Et évoque une « *crise humanitaire majeure* » après l'afflux de centaines de milliers d'habitants qui fuient les combats de la vallée de Swat et ses environs, dans le nord-ouest du Pakistan, où l'armée poursuit son offensive contre les talibans. Les militaires ont assuré avoir tué en 24 heures 52 de ces combattants islamistes liés à Al-Qaïda.

**Iran – élection présidentielle.** L'ancien commandant du puissant corps des Gardiens de la révolution (Pasdaran), Mohsen REZAI, a formellement enregistré sa candidature à la présidentielle du 12 juin. M. REZAI, qui avait dirigé cette armée idéologique du régime islamique pendant 16 ans, est le premier candidat dans le camp conservateur à défier le président Mahmoud AHMADINEJAD, qui a officialisé son entrée dans la course pour un second mandat de quatre ans. Outre le président sortant AHMADINEJAD, les deux autres candidats sont l'ancien Premier ministre Mir Hossein MOUSSAVI (conservateur modéré), et l'ex-chef du Parlement Mehdi KAROUBI (réformateur).

**Afghanistan - élection présidentielle.** Quarante-quatre personnes, dont deux femmes, ont déposé leur candidature pour l'élection présidentielle afghane du 20 août, parmi eux le président sortant Hamid KARZAI, qui brigue un second mandat.

**OTAN – Forces armées en Europe.** L'amiral américain James STAVRIDIS, 54 ans, actuellement commandant en chef du Commandement Sud des Etats-Unis, basé en Floride, est nommé au poste de commandant suprême des forces alliées en Europe, où il succède à son compatriote le général John CRADDOCK. Comme le général CRADDOCK, il sera également commandant en chef des forces armées américaines en Europe, dont le quartier général est en Allemagne.

**Les Etats-Unis ont été élus au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.** Par 167 voix sur 192, alors que l'ancienne administration américaine avait accusé l'organe d'accueillir des Etats parmi les pires violateurs des libertés fondamentales et d'être anti-israélien. Leur élection, pour un mandat de trois ans renouvelable une fois, ne faisait aucun doute puisque dans le groupe géographique des Etats occidentaux, trois candidats seulement étaient en lice pour trois sièges à pourvoir. Les deux autres candidats étaient la Belgique et la Norvège, qui ont donc été également élus, recueillant respectivement 177 et 179 voix. Dans le groupe africain, les élus sont le Cameroun, Djibouti, l'île Maurice, le Nigeria et le Sénégal. Dans le groupe Asie, les élus sont : Arabie saoudite, Bangladesh, Chine, Jordanie et Kirghizstan. Pour l'Europe de l'est, la Hongrie et la Russie sont élues. Enfin, pour l'Amérique latine-Caraïbes : Cuba, le Mexique et l'Uruguay sont élus.

**Européennes : manifestation franco-allemande.** Moins d'une semaine après avoir lancé la campagne pour les élections européennes en France, le Président de la République, Nicolas SARKOZY, a retrouvé à Berlin la chancelière allemande Angela MERKEL. Le président français a affirmé que l'amitié entre la France et l'Allemagne était « *le trésor le plus précieux pour l'Europe et le monde entier* » et assuré que « *la France est totalement engagée dans l'Europe, totalement engagée dans l'amitié entre l'Allemagne et la France, l'UMP est totalement engagée dans la solidarité au sein du PPE avec la CDU et la CSU* ». C'est la première fois qu'un président français intervient en Allemagne avant un tel scrutin. Mme MERKEL devrait lui rendre la pareille en France à la fin du mois.

**Pas de résultats avant 22h.** En France, selon une recommandation du CSA publiée au JO.

**François FILLON chez les Slovènes.** Visite officielle du Premier ministre, la première d'un chef de gouvernement français depuis l'indépendance en 1991, l'occasion de louer les « *progrès spectaculaires* » de ce pays entretenant des échanges commerciaux importants avec la France. En référence à la présidence tchèque de l'UE, M. FILLON a estimé que l'exemple slovène avait prouvé que la qualité d'une présidence de l'UE ne relevait pas d'une « *question de taille de pays* » mais de « *volonté* ». Sur le plan bilatéral, M. FILLON et son homologue Borut PAHOR, qui a salué « *l'ouverture d'un nouveau champ dans les relations* » franco-slovènes, sont convenus de mettre en place un partenariat stratégique pour développer des initiatives communes sur l'énergie, l'environnement, les transports et la recherche.

**Le Premier ministre présidera.** Le président tchèque Vaclav KLAUS a proposé que ce soit le Premier ministre Jan FISCHER qui préside le prochain Conseil européen (18-19 juin). Le nouveau Premier ministre tchèque Jan FISCHER avait reconnu être encore en « *discussion* » avec le président eurosceptique pour savoir qui des deux présiderait le dernier Conseil de la présidence tchèque de l'Union.

**L'Islande frappe à la porte.** Le nouveau gouvernement islandais a décidé de lancer au plus vite le processus d'adhésion à l'Union européenne en saisissant le parlement dans les prochains jours. « *Une résolution sera proposée bientôt au parlement après sa première réunion vendredi prochain. Ce sera dans les jours suivant la séance inaugurale* », a affirmé le Premier ministre islandais, Johanna SIGURDARDOTTIR.

**L'addition britannique.** Le scandale des généreuses notes de frais des ministres et députés britanniques a éclaboussé le Premier ministre Gordon BROWN, qui s'est défendu de toute irrégularité et a réitéré sa promesse d'une réforme en profondeur du système. Entre 2004 et 2006, M. Gordon BROWN aurait versé à son frère plus de 6.000 livres (6.700 euros) pour frais de nettoyage. Downing Street a précisé que les deux hommes utilisaient le même fournisseur et que le chef du gouvernement ne faisait que rembourser sa quote-part.

**Le prix unique d'un député européen.** Il aura fallu attendre 2005 pour aboutir à une réforme de l'institution, le député européen n'étant plus assimilé à un parlementaire national. Objectif : assurer l'indépendance du député européen vis-à-vis de son parlement et de son Etat d'origine. Ce statut permet aussi d'éviter des écarts de traitements : 11.000 euros pour un eurodéputé italien contre 800 euros pour son homologue hongrois... Les députés percevront 7.000 euros par mois et leur frais ne seront remboursés que sur la base de factures qu'ils devront impérativement présenter. Désormais, les députés européens seront rémunérés par le budget européen et seront soumis à un impôt européen (à l'instar des fonctionnaires de la Commission).

**Exécutif européen : quelle majorité au PE ?** Le ministre des Affaires étrangères Franco FRATTINI a déclaré que le président de la Commission européenne Jose Manuel BARROSO, qui brigue un second mandat, avait « *l'appui politique* » de l'Italie. « *Il est trop tôt pour spéculer sur la composition de la nouvelle majorité au Parlement européen. Il faut attendre les résultats des élections européennes. Mais ce qui est clair c'est que si une nouvelle majorité était possible, BARROSO, qui n'est pas le candidat du PSE, ne serait pas président de la Commission* », a affirmé quant à lui le président du Parti socialiste européen Poul Nyrup RASMUSSEN. Ces déclarations ont été interprétées par les Verts comme une porte ouverte à une alliance Rouge-Verte dans le nouvel hémicycle, aujourd'hui dominé par les conservateurs du Parti populaire européen.

**Madagascar : le Président de la transition pas candidat ?** Le chef de la transition Andry RAJOELINA a annoncé « *qu'il ne se présenterait* » à l'élection présidentielle que son régime a promis d'organiser en 2010, qu'à la condition qu'aucun des anciens chefs d'Etat malgaches, ne le soit. Un accord politique actuellement en cours d'élaboration et qui pourrait être signé entre la mouvance de M. RAJOELINA et celles des ex-présidents Didier RATSIRAKA, Albert ZAFY et du président évincé Marc RAVALOMANANA, stipule que les anciens chefs d'Etat ne pourront être candidats à cette présidentielle.

**Le parquet fait appel contre le juge.** La Cour d'appel de Paris devra dire si la justice peut enquêter sur les biens de trois chefs d'Etat africains soupçonnés d'avoir été financés par de l'argent public détourné, après que le parquet a exprimé son opposition à l'ordonnance d'un juge autorisant ces investigations. La doyenne des juges du pôle financier de Paris, Françoise DESSET, avait jugé recevable la plainte avec constitution de partie civile de l'association Transparence international France (TI). Le parquet de Paris, qui s'était opposé dans ses réquisitions à l'ouverture d'une information judiciaire estimant que les plaignants ne pouvaient se prévaloir d'un préjudice dans ce dossier, a fait appel de l'ordonnance devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris.

**Etats-Unis : baisses d'impôt.** Le Trésor américain a annoncé que les baisses d'impôts promises à la classe moyenne par le président Barack OBAMA atteindront 736 milliards de dollars sur dix ans, ce qui devrait permettre à un couple type d'économiser 800 dollars par an. Les petites et moyennes entreprises, bénéficieront elles de baisses d'impôts de 100 milliards de dollars sur la même période. A l'inverse, le gouvernement annonce l'abrogation de plusieurs dizaines de niches fiscales coûtant « *des centaines de milliards de dollars à l'Etat* ». Le Trésor annonce ainsi qu'il met fin à des allègements fiscaux pour les compagnies pétrolières, notamment aux crédits d'impôt bénéficiant à l'exploration et aux forages pétroliers.

## **POLITIQUE INTÉRIEURE**

**Bernard KOUCHNER met fin à la controverse.** Le ministre des Affaires étrangères a affirmé dans un communiqué publié depuis New York qu'il soutenait les listes UMP pour les élections européennes du 7 juin, suite à un entretien publié dans le Parisien, où il déclarait vouloir « *voir les programmes* » proposés par les différentes listes avant de se prononcer. « *Cette interview a suscité des incompréhensions* », reconnaît M. KOUCHNER. « *C'est la conception du gouvernement auquel j'appartiens, celle dont s'inspire le programme présenté par Michel BARNIER aux Français. C'est naturellement celle que je soutiens aujourd'hui et que je soutiendrai le 7 juin* ». « *Il aura fallu une très forte pression de l'UMP et du Gouvernement pour que Bernard KOUCHNER soutienne, contraint et forcé, la liste et le programme de Michel BARNIER et Rachida DATI* », a commenté M. Harlem DESIR, tête de liste du PS en Ile-de-France.

**PS : mobilisation générale.** A 25 jours des élections européennes, la Première secrétaire du PS Martine AUBRY a décrété la « *mobilisation générale* » de son parti, entourée des ténors socialistes dont François HOLLANDE, Bertrand DELANOE ou Laurent FABIUS. « *Haut les cœurs ! Je compte sur vous et nous gagnerons !* » a lancé Mme AUBRY aux parlementaires et aux présidents de Conseils régionaux et généraux rassemblés rue de Solférino. Ségolène ROYAL, en voyage à Athènes pour une réunion des gauches européennes, était absente mais certains de ses proches étaient présents comme le maire de Dijon François REBSAMEN ou sa porte-parole Aurélie FILIPPETTI. « *La droite n'a pas très envie de rentrer dans cette campagne* », a dénoncé Mme AUBRY. Ségolène ROYAL a appelé à Athènes à « *réinventer les gauches pour réinventer l'Europe* ».

### **Sondages.**

**Intentions de vote.** L'UMP reste en tête des intentions de vote pour les élections européennes du 7 juin, accroissant, à 27% son écart avec le PS (21,5%) selon un sondage IFOP pour Paris Match. Seule autre liste à passer la barre des 10% : le MoDem de François BAYROU recueille 13,5% (- 0,5) des intentions de vote. Les listes FN affichent 7,5% et devancent d'un demi-point à la fois le NPA de Olivier BESANCENOT (7% inchangé) et Europe Ecologie soutenue par Daniel Cohn-Bendit (7% -0,5 point). Le Front de Gauche (PCF-Parti de Gauche) gagne pour sa part un point par rapport au mois dernier (6/5%).

**Intentions de voter ?** Plus d'un Français sur deux (54%) se déclare intéressé par les élections européennes, contre 53% fin février, selon un sondage réalisé pour "nouvelObs.com" par l'institut LH2. Par ailleurs, 46% des Français disent qu'ils ne sont pas encore intéressés par ces élections.

## PARLEMENT

### Adoption définitive

**Développement économique de l'Outre-mer.** Ultime vote à l'Assemblée nationale : UMP et NC pour. Les députés PS et PCF se sont abstenus, à l'exception de Christiane TAUBIRA, qui a voté contre.

### Assemblée nationale

**Internet. Le vote de l'Assemblée.** Après plus de 40 heures de débat en première lecture, et 20 heures en seconde lecture, le projet de loi « Création et Internet » a terminé son chemin de croix à l'Assemblée nationale. Les députés ont adopté le texte en nouvelle lecture, par 296 voix contre 233. Mais, signe d'un certain malaise dans la majorité face à ce texte, la coalition UMP-Nouveau Centre n'a pas fait le plein de voix : sur 340 députés, 44 n'ont pas soutenu ce texte qui aura provoqué un vrai débat de société. « *Je regrette qu'il n'y ait pas eu de majorité plus large* », a dit la ministre de la Culture et de la Communication Christine ALBANEL. Le projet de loi a été définitivement adopté par le Parlement lors d'un vote ultime au Sénat, les sénateurs PS ayant décidé de ne pas participer au vote du projet de loi, mais de ne pas déposer non plus d'amendements. La nouvelle Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (HADOPI) pourra alors envoyer ses premiers mails d'avertissement à l'automne, puis prononcer les premières suspensions en 2010.

### Sénat

**L'hôpital au Sénat.** 1.200 amendements déposés. La discussion du texte s'annonce longue. L'opposition sénatoriale a réclamé la levée de l'urgence (procédure qui permet de raccourcir le travail parlementaire à une seule lecture par chambre). Roselyne BACHELOT a refusé.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Décret.** Instances en charge de la politique de la ville.

**Communications.** Rapport sur l'état d'avancement de la révision générale des politiques publiques. Les États généraux de la restauration et l'entrée en vigueur de la TVA à taux réduit. Le bilan de la mise en œuvre des pôles d'excellence rurale.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Pentagone à la française.** Le ministre de la Défense Hervé MORIN a annoncé le lancement officiel, d'ici au début de la semaine prochaine, de l'appel à candidatures pour la construction du bâtiment qui doit être achevé en 2014 dans le sud de Paris.

**Le « Charles-de-Gaulle » à flot en septembre.** Le président de la République, Nicolas SARKOZY a affirmé que le porte-avions actuellement en réparation à Toulon reprendrait du service en septembre.

**France : les prévisions.** La Banque de France s'attend à une baisse du PIB de 0,6% au deuxième trimestre, alors même qu'elle table déjà sur une chute de 0,8% au premier. Pour l'INSEE, ce sera -1,5%. Officiellement, le gouvernement table toujours sur une baisse du PIB de 1,5% cette année, même s'il ne cache pas s'attendre à une chute plus marquée. En mars, le déficit budgétaire a atteint 43,7 milliards d'euros. Il était de 22,5 milliards d'euros à la même date de 2008. Fin février 2009, le déficit de l'Etat était déjà de 29,9 milliards d'euros. Ces chiffres « *traduisent les premiers effets de la mise en œuvre du plan de relance* » qui contribue à hauteur de 13,1 milliards d'euros à l'écart entre fin mars 2008 et fin mars 2009, explique le ministère du Budget. A noter aussi l'effondrement des rentrées fiscales. Au 31 mars, les recettes fiscales nettes s'élèvent à 49,3 milliards d'euros, en baisse de 27,2%.

**Le déficit commercial de la France s'est creusé en mars,** à 4,884 milliards d'euros après 4,124 milliards en février, mais cette « *quasi stabilisation* » laisse penser que la conjoncture mondiale a peut-être cessé de se dégrader, selon des économistes. Sur les douze derniers mois, le déficit cumulé s'établit à 56,819 milliards d'euros, a précisé Bercy.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Assemblée des Français de l'étranger : mouvement.** Denise REVERS-HADDAD, conseillère élue à Beyrouth, succède à Antoine VALENZA au poste de vice-président.

**Vote par Internet : les textes sont parus au Journal officiel.** Décret n° 2009-525 du 11 mai 2009 relatif au vote par voie électronique pour l'élection des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020602470&dateTexte=&categorieLien=id>  
Arrêté : [www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020602516&dateTexte=&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020602516&dateTexte=&categorieLien=id)

**Constitution du bureau de vote.** Il sera présidé par Denis FRANÇOIS, Secrétaire général de l'Assemblée des Français de l'étranger. Secrétaire du bureau : François COURANT, secrétaire général-adjoint de l'Assemblée des Français de l'étranger. Assesseurs :  
Michèle BLOCH, assesseure titulaire ; Evelyne PELLEGRIN, assesseure suppléante.  
François NICOUILLAUD, assesseur titulaire ; Mona MURACCIOLI, assesseure suppléante.  
Olivia RICHARD, assesseure titulaire ; Hélène CHARVERIAT, assesseure suppléante.  
Sylvie LANGLOIS, assesseure titulaire ; Vincent PATTIER, assesseur suppléant.

**Le Comité technique** est composé comme suit : David BOULAY ; Olivier FONTAN ; Jean-Charles DEMARQUIS ; Cédric GUÉRIN ; Jean-Daniel JOLYOT ; Sylvain RUHAULT (expert indépendant).

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Grippe mexicaine.** La ministre de la Santé Roselyne BACHELOT a annoncé deux nouveaux cas de grippe A (H1 N1) en France, ce qui porte à quinze le nombre total de cas confirmés.

**Avions – contrôles aux correspondances.** Les passagers aériens en provenance de l'UE, de la Suisse, de la Norvège et de l'Islande ne seront « *plus soumis à un contrôle de sûreté complémentaire, lorsqu'ils sont en correspondance sur un aéroport français* ». Annonce de la Direction générale de l'aviation civile. Les contrôles seront faits uniquement dans le pays de départ. Cette procédure concernera dans un premier temps Lyon-Saint-Exupéry et Roissy-Charles-de-Gaulle.

**Les experts à la française.** Le nombre des gardes à vue en France a augmenté de 35,42% en cinq ans, soit plus rapidement que le nombre de personnes présentées à la justice, qui a progressé de 22,56% durant la même période, selon un rapport de l'Observatoire national de la délinquance. Le taux d'élucidation a progressé de près de 30% pour les atteintes aux biens, et baissé de près de 10% pour les infractions économiques et financières.

**Sécurité routière.** Le nombre des personnes tuées sur les routes au mois d'avril 2009 s'élève à 332, soit une hausse de 6,4% par rapport au mois d'avril 2008, tandis que le nombre des blessés est resté stable à 7138. Au cours des douze derniers mois (de mars 2008 à avril 2009), 306 vies ont été sauvées par rapport à la période allant de mars 2007 à avril 2008 et 11.683 blessés.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

« **Cent jours à la barre de l'Europe** ». Titre du livre bilan du Premier ministre tchèque Mirek TOPOLANEK, pour qui la relation entre la France et la République tchèque dans le cadre de la présidence tournante de l'UE a été « *vraiment rude* ». Selon lui, sa relation avec le président Nicolas SARKOZY a relevé du « *clash naturel* ». « *Notre relation mutuelle a affecté toute la présidence ou du moins la partie que j'ai pu influencer* », écrit-il dans une des rares notes personnelles que contient ce livre rédigé par son porte-parole. Mais, il a assuré n'en garder « *aucune amertume* ».

## CARNET

### Nominations

**Gildas LE LIDEC**, ancien ambassadeur au Japon, au Cambodge, en République centrafricaine, au Congo et en Côte d'Ivoire, pourrait être nommé ambassadeur au Cameroun.

**Jean-Paul DUMONT**, ambassadeur, délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane, ancien consul général à Alger, pourrait être nommé ambassadeur en Mongolie.

**Denis SIMONNEAU**, ancien directeur du cabinet de Jean-Pierre JOUYET aux Affaires européennes, devient le conseiller diplomatique du groupe GDF-Suez.

*Ambassadeurs étrangers en France.*

**Anne Dorte RIGGELSEN** devrait être nommée ambassadeur du Danemark en France.

**Giovanni CARACCILO di VIETRI** devrait être nommé ambassadeur d'Italie en France.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

**Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)